

Seul le discours prononcé fait foi

Congrès du COPA COGECA

Discours Joseph Daul

Président de la Commission de l'Agriculture et du Développement Rural du Parlement européen

Monsieur le Président, mon cher Rudolf,

Monsieur le Vice-président, mon cher Jean-Michel,

Madame la Ministre, ma chère Christine,

Monsieur le Directeur Général, mon cher Pascal,

Mes chers amis,

Il me revient aujourd'hui l'extrême privilège de vous accueillir au sein du Parlement européen pour votre congrès.

Ce plaisir, je le ressens tout d'abord en tant que paysan qui accueille les représentants du monde agricole européen. - - Et vous savez combien je suis attaché à mes racines : l'exploitation dans laquelle je suis né et que j'ai reprise voici trente cinq ans se situe non loin de là, à environ une quinzaine de kilomètres de Strasbourg.

C'est aussi en tant qu'Alsacien que je veux vous souhaiter la bienvenue, ici à Strasbourg, ville symbole de la réconciliation européenne, après les années noires qu'ont connu nos parents et nombre de vous mêmes, Strasbourg, ville symbole des soixante années de paix que nous venons de vivre.

Enfin, et surtout, c'est en tant que député européen que je suis honoré que vous ayez choisi le Parlement européen pour tenir votre congrès.

Cet hémicycle sera donc aussi le vôtre pendant ces deux jours au cours desquels vous allez réfléchir sur l'avenir de votre métier, sur les perspectives de l'agriculture européenne.

Cet endroit est en tout lieu symbolique car c'est ici que se construit tous les jours l'Europe, que nous avons accueilli les représentants des nouveaux Etats-membres, que nous discutons et décidons des grandes orientations des politiques économiques et sociales que vous vivez, que tous les concitoyens vivent au quotidien.

Je ne peux donc que me réjouir que vous investissiez ce lieu pour, à votre tour, réfléchir sur l'avenir de l'agriculture européenne, et surtout être force de propositions.

Monsieur le Président,

Mesdames, et Messieurs,

Chers amis,

Je ne méconnais pas les difficultés que traverse aujourd'hui l'agriculture européenne, les doutes des paysans face à leur avenir et surtout face à l'incompréhension de leurs concitoyens, face aux critiques constantes auxquelles ils doivent faire face tous les jours : que ce soit le coût budgétaire de la Politique Agricole Commune, les crises sanitaires souvent largement amplifiées par les médias ou les problèmes environnementaux.

Ces critiques, vous les ressentez d'autant plus mal qu'au cours de ces dix dernières années la PAC a profondément évolué et que des efforts importants ont été consentis à travers les réformes successives entreprises depuis 1986 : avec la mise en place des quotas laitiers, les réformes de 1992, l'Agenda 2000 ou plus récemment à travers l'accord de Luxembourg.

Toutes ces réformes ont conduit à une évolution sans précédent de la PAC.

Cependant, ces évolutions n'ont pas remis en cause les trois dimensions qui caractérisent notre agriculture :

- sa diversité, de l'Andalousie aux régions les plus reculées de Finlande, de l'Ecosse ou de l'Irlande à la Grèce ou aux dix nouveaux Etats membres,
- sa faculté d'adaptation pour répondre aux préoccupations des consommateurs et de nos concitoyens,
- enfin, on oublie trop facilement que l'Union européenne est la première région importatrice du monde de produits agricoles.

Au-delà de ces principes, je voudrais surtout vous rappeler, représentants du monde agricole européen, que la Politique Agricole Commune, malgré ses défauts, malgré ses faiblesses, a été et reste la principale politique véritablement commune de l'Union européenne.

A ce titre, elle a été et elle demeure le principal vecteur d'intégration.

A l'heure où il est bon ton de faire preuve d'eurosepticisme, il est de mon devoir de Parlementaire européen et de Président de la Commission de l'Agriculture du Parlement de rappeler que sans l'Europe, notre agriculture ne serait pas aussi puissante qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Pouvons-nous imaginer une minute ce que serait notre agriculture sans l'Europe ?

Mais aussi, pouvons nous imaginer une minute ce que serait l'Europe sans la PAC ?

Sans la PAC, la construction européenne ne serait certainement pas aussi aboutie, car c'est bien l'agriculture qui a permis l'intégration entre les six pays fondateurs, puis l'arrivée des nouveaux adhérents, comme l'Irlande, le Danemark, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne, le Portugal,

l'Autriche, la Finlande et la Suède, aujourd'hui l'intégration des dix nouveaux Etats-membres, et demain de la Bulgarie et de la Roumanie.

Il est trop facile de critiquer la PAC, considérer que l'agriculture européenne n'a pas d'avenir, et qu'elle doit être brûlée sur le bûcher du libéralisme économique.

Ce n'est pas mon opinion, bien au contraire et vous le savez parfaitement bien.

Précisément, le thème de votre congrès porte sur la place de l'agriculture européenne dans le monde.

Et bien évidemment vous allez évoquer les négociations commerciales multilatérales.

Je ne voudrais pas entrer dans les détails de ces négociations, la présence parmi nous aujourd'hui d'experts et de personnalités aussi compétentes que notre ami Pascal Lamy sauront bien mieux les présenter que moi.

Cependant, je voudrais vous faire part d'un certain nombre d'observations.

En premier lieu, je constate que tous les pays, même les plus libéraux, ont tous une politique agricole.

Le premier objectif d'une politique agricole est de parvenir à la souveraineté alimentaire. La profusion de marchandises à la disposition des consommateurs nous fait trop vite oublier les périodes de pénurie que l'Europe a connues il n'y a pas si longtemps que cela.

D'autres pays utilisent l'arme alimentaire pour asseoir leur diplomatie.

Ainsi, je rencontre fréquemment des représentants du Congrès américain. Ceux-ci me répètent inlassablement que les Etats-Unis, ont sanctuarisé deux politiques : la défense et l'agriculture.

Alors pourquoi ne pas suivre l'exemple américain et faire de même, car défendre l'existence d'une politique agricole est un impératif pour les Européens, s'ils veulent garder leur indépendance face à un monde en perpétuel mouvement.

Et le débat budgétaire actuel au sein de l'Union doit tenir compte de cet objectif.

Deuxième observation : les rumeurs que j'entends, comme vous, sur l'évolution des négociations à Genève m'inquiètent à double titre.

Alors que le négociateur américain négocie avec son Congrès et le tient informé, je constate que ce n'est pas le cas dans l'Union européenne et j'en suis réduit à lire les journaux américains pour connaître la position de la Commission.

Cet état de fait ne correspond pas à l'engagement de transparence et de confiance réciproque de la Commission devant le Parlement au début de la législature.

Mon collègue, M. Baron Crespo, président de la Commission du Commerce International, et moi-même, recevons des quantités d'appels de députés qui exigent que soient convoqués nos deux négociateurs devant les Commissions de l'Agriculture et du Commerce extérieur, réunies en session extraordinaire.

Nous considérons qu'aujourd'hui la Commission doit la transparence aux représentants des citoyens européens, et je vais m'en ouvrir au Président de la Commission, M. Barroso, lors de la prochaine réunion de la Conférence des Présidents.

Sur le fond, la Présidence de l'Union européenne a convoqué aujourd'hui un Conseil Affaires Générales pour examiner la situation des négociations.

Madame Fischer Boel est actuellement à Luxembourg et elle doit vous présenter cet après midi la position de la Commission.

Cependant, malgré son absence, je voudrais néanmoins vous faire part de mon sentiment – je dois la voir en début d'après midi et lui tiendrai le même langage.

La Commission s'est engagée à ne pas aller au-delà de la réforme de la PAC.

Or, je constate que les propositions faites en matière de soutien interne et d'accès au marché vont conduire les paysans communautaires à consentir des efforts supplémentaires, notamment pour les secteurs de la volaille, de la viande bovine, des produits laitiers, le sucre et pour certains fruits et légumes.

Dans le même temps, en me référant à l'étude faite par Oxfam, les Etats-Unis ne seraient pas conduits à procéder à des réformes de la même ampleur que celle conduite en Europe.

Aussi, il me semble important que la Commission nous fasse parvenir son évaluation exacte des propositions actuellement sur la table, afin que nous puissions juger sur pièce.

Enfin, je voudrais vous livrer une troisième observation : le sentiment que je retire de la situation actuelle à Genève est que la dimension humaine n'est pas prise en compte par nos négociateurs, que ce soit en matière de perspectives d'emplois pour les salariés de l'Union européenne, ou des problèmes des pays les plus pauvres, alors même que ce cycle est appelé l'agenda pour le développement de Doha.

Concernant l'emploi, je vous rappellerai d'abord que l'agriculture rassemble à elle seule, avec l'ensemble des emplois qui y sont rattachés, 10% de la population active.

Le problème du chômage est le principal fléau communautaire et le Président de la Commission M. Barroso a fait de la relance du processus de Lisbonne le thème central de la mandature de la Commission.

Et en tant que coordinateur du processus de Lisbonne pour le Parlement, je partage pleinement cet objectif. Nous avons eu dans cet hémicycle des débats constructifs et fructueux avec la Commission pour aller de l'avant.

Cependant, lorsque je vois ce qui se passe à Genève, j'ai aujourd'hui le douloureux sentiment que les négociateurs de l'Union européenne capitulent à l'OMC avec ses partenaires en lâchant des pans entiers de son économie, avec les emplois qui y sont liés, sans pour autant obtenir la moindre concession de ses partenaires.

Quel gâchis !

Et que dire du cycle du développement, sur lequel sont fondés tant d'espairs de la part de nos amis africains, d'Amérique centrale ou d'Asie ? Je rencontre fréquemment les représentants des pays les plus pauvres qui s'interrogent sur le sens réel des négociations en cours.

Quel sera véritablement le bénéfice qu'ils vont en tirer ?

Je vais vous le dire franchement : les études les plus sérieuses montrent que l'ouverture des frontières bénéficiera essentiellement au Brésil pour les produits agricoles, à la Chine pour les produits industriels et les textiles, et à l'Inde pour les services.

Voilà malheureusement ce qui risque d'arriver si nous n'y prêtons pas garde.

Mes chers amis, ne vous trompez pas sur le sens de mes propos.

Voici quelques années, et je prends notre ami Pascal Lamy qui était alors Commissaire européen à témoin, j'ai milité pour la réforme de la PAC car j'étais convaincu, et je reste convaincu, que c'était la seule voie possible pour rallier les citoyens européens à la défense d'une politique agricole européenne.

Aujourd'hui, je suis convaincu qu'il faut négocier à l'OMC, avec tous les autres pays du monde. L'Europe ne peut pas rester à l'écart, elle en subirait plus que tout autre les désagréments.

Cependant, il ne faut pas négocier à n'importe quel prix.

Tous les pays doivent faire des efforts, et pas seulement l'Europe, que ce soit l'Union européenne, ou les autres pays européens comme la Suisse ou la Norvège.

Négocions en toute franchise, en toute transparence, mettons toutes les politiques sur la table et partageons réellement les efforts.

Mon ami Tim Groser, l'ancien Président du Groupe de Négociation sur l'Agriculture, me rappelait constamment que le commerce peut être un vecteur pour le développement.

Cependant, il rajoutait aussitôt que la croissance pour les pays en développement viendra d'abord du dynamisme du commerce entre pays du sud, et plus particulièrement entre les pays émergents comme le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde et la Chine avec les autres pays en développement, ces pays qui demandent aujourd'hui trop à l'Europe, mais qui refusent d'assumer leur part de responsabilité.

Alors, mes chers amis, il est aujourd'hui temps de dire à la Commission qu'elle est entrain de franchir la ligne rouge.

Il est plus que temps de réagir, de réagir avec force, de réagir avec détermination, pour faire entendre notre voix, de faire entendre notre conception de l'agriculture, notre conception du développement, notre conception du partage des richesses de ce monde.

Mes chers amis, mon cher Rudolf, voilà le véritable enjeu de votre congrès.

Je fais confiance au monde agricole et en son pouvoir d'adaptation. Car j'ai confiance dans l'agriculture européenne qui possède de réels atouts par rapport aux autres régions du monde, même les plus productives d'entre elles.

L'agriculture européenne possède de réelles potentialités agronomiques, une avance en matière de recherche, un marché solvable, la possibilité de respecter un haut niveau de normes exigés par nos consommateurs. Ces éléments s'avèrent déterminants même lorsque nous subissons la concurrence de pays tels que le Brésil, l'Argentine ...

C'est pour cela qu'il ne faut pas la brader à Genève, et que je m'insurge contre les dérives auxquelles nous assistons actuellement.

En tant qu'ancien responsable syndical, je comprends vos inquiétudes et les partage.

En tant que député européen, soyez assuré de ma détermination ainsi que de celle de mes collègues pour rappeler que si le Parlement européen n'est que consulté sur les négociations commerciales, il a en revanche le pouvoir de dresser un carton rouge aux Commissaires qui ne respectent pas les droits du Parlement et n'assurent pas la défense des intérêts des citoyens européens.

En tant que Président de la Commission de l'agriculture, je veux me faire le porte parole de tous ses membres pour vous dire solennellement que nous sommes toujours à votre disposition pour vous écouter, pour réfléchir avec vous, pour vous défendre et pour aller de l'avant.

Cependant, soyons lucides : le monde bouge et nous devons bouger avec lui. C'est pour cela je vous le dit : faites entendre votre voix, et surtout, je vous le demande solennellement, n'attendez pas tout de vos gouvernements et de l'Union, soyez aussi force de propositions, votre avenir vous appartient, il est entre vos mains.

Bon séjour en Alsace, bon séjour à Strasbourg et bon congrès à vous toutes et vous tous.

Je vous remercie.